



LEXIQUE



Afrique	Médiation en Afrique : Edem Kodjo lance bientôt une fondation "Pax Africana"	2010.05.12
Politique	TOGO: Quand le messianisme emblématique sabote la victoire populaire	2010.05.17
Politique	Togo : fissure au sein du parti OBUTS	2010.05.17
Politique	Togo S'inspirer du monde et curer la division ethnique sur tout le territoire	2010.05.17
Politique	Faure Gnassingbé fait le choix de l'inertie dévastatrice	2010.05.17
Politique	Les militants du FRAC encore dans les rues de Lomé	2010.05.15
Politique	Crise à l'UFC : Gilchrist-Fabre : Collision entre deux méthodes de lutte	2010.05.15
Politique	Après l'investiture de Faure Gnassingbé: La fête continue pour les "Amis de Faure"	2010.05.15
Politique	Togo : le RPT célèbre la réélection de Faure Gnassingbé	2010.05.15
Politique	Avant son investiture : Faure n'a pu déclarer ses biens	2010.05.11
Politique	"Je crois qu'on ne pouvait pas s'attendre qu'en cinq ans, un jeune de la trempe de Faure puisse résoudre tout le déficit qui s'est accumulé depuis 1960", (Mr Natchaba)	2010.05.05
Politique	Entretien entre Le Palmier Africain et le Dr. Issifou Moussa, Professeur à la North Carolina A&T State University et un des Coordinateurs du CMAF-Togo	2010.05.15
Société	Crise de confiance entre le « militaire » et le civil au Togo : Et si les gouvernants se posaient les vraies questions ?	2010.05.16
Sécurité	Togo Encore des affrontements à Lomé !	2010.05.15

Afrique Médiation en Afrique : Edem Kodjo lance bientôt une fondation "Pax Africana"

Mercredi, 05.12.2010, 10:35pm (GMT)

L'ancien secrétaire général de l'Organisation de l'Unité Africaine, (aujourd'hui Union Africaine) et ancien Premier ministre togolais Edem Kodjo va bientôt lancer une fondation dénommée "Pax Africana", pour aider à résoudre par la médiation, les conflits en Afrique et contribuer au développement en Afrique, a rapporté l'Agence Savoir News.

Le lancement de Pax Africana (en français, Forum Panafricain pour la Paix et le Développement) est prévu à Lomé en juillet prochain « au plus tard », en présence de ses membres dont certains sont « d'anciens Chefs d'Etat, des hauts fonctionnaires ou anciens hauts fonctionnaires africains du système des Nations-Unies ». « Pax Africana » aura le double objectif de travailler à réduire les conflits sur notre continent et proposer des solutions pour un développement intégral et authentique de l'Afrique », a expliqué à l'Agence Savoir News Edem Kodjo, ajoutant : « D'ici deux mois maximum, nous serons opérationnels ». « J'ai pensé qu'il serait bon, à mon âge et compte tenu de mon expérience, de fonder une organisation gouvernementale qui s'occuperait des deux questions brûlantes sur le continent africain aujourd'hui, à savoir la question de la paix et la question de développement », a-t-il indiqué. « Il faudrait que nous soyons en mesure ici sur le continent africain, d'avoir une sorte d'observatoire qui analyse les situations dans les différents pays membres de l'Union Africaine et qui peut déceler les risques de conflit dans tel ou tel pays et se donner les moyens de les prévenir, ne serait-ce qu'en attirant l'attention des différents protagonistes du jeu national de ce pays en question sur les difficultés qui vont surgir », a souligné M.Kodjo.

« Je ne crois pas qu'il y ait un seul pays en Afrique où il n'y ait pas de germes d'un conflit potentiel. Il faut bien analyser les situations pour voir quand, comment et pourquoi le conflit va-t-il se déclencher et comment le prévenir » a-t-il relevé, martelant : « Nous allons travailler à ce qu'il n'y ait pas de conflit sur notre continent et éviter les différentes frustrations qui proviennent du sous-développement parce que le sous-développement est finalement l'une des raisons fondamentales de l'existence des conflits sur le continent ». Pour lui, Pax Africana « ne se prénomme pas panafricain pour rien ». « C'est l'objectif de l'intégration qui focalisera notre action. Nous souhaitons que l'intégration du continent africain puisse aller beaucoup plus vite et de façon beaucoup plus effective », a précisé l'ex-Premier ministre togolais.

Selon lui, Pax Africana « sera une tribune de réflexions et d'action en matière de propositions aux gouvernants ». « Nos propositions pourraient très bien servir lors d'un sommet de la CEDEAO concernant l'intégration concerne l'Afrique de l'Ouest par exemple ou même être déposées sur la table du président de la commission de l'UA pour que des Chefs d'Etats réunis en sommet à Addis-Abéba puissent l'examiner », a ajouté M.Kodjo. Né en mai 1938 à Sokodé, Edem Kodjo a occupé de hautes fonctions au Togo et dans des institutions internationales.

Diplômé de l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) de Paris, il a débuté sa carrière comme administrateur de l'Office de radiodiffusion et télévision français (ORTF). En 1967, il rentre au pays où il fut nommé secrétaire général du ministère des Finances. Edem Kodjo a occupé le poste de gouverneur du Fonds monétaire international entre 1967 et 1973. Gouverneur de la Banque Africaine de Développement (BAD) de 1973 à 1976, l'ex Premier ministre togolais a également occupé le poste de secrétaire général de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA, devenue aujourd'hui Union Africaine).



Lundi, 17 Mai 2010 04:25

En effet le feuilleton politique togolais façon série américaine "Dallas" depuis plus de 20 ans, n'arrête pas d'enfoncer et laminer les principaux protagonistes dans des positions de plus en plus intenables moralement, politiquement et frise même le "ridicule assassin".

Nous pensons tout d'abord au plus médiatisé des opposants: Gylchrist Olympio, le fils du père. Le sentimentalisme et la nostalgie des Togolais ont permis, à cet homme qui s'est drapé dans une toga bien trop grande et trop lourde à la fois, celui de son Père Sylvanus, à lui pardonner ses multiples bévues, approximations, manques de visions politiques, stratégiques, historiques et trahison même! Comme le "pacte scellé" à Abudja en serrant la main de faure gnassingbé en présence d'obassandjo pendant que le sang du Peuple Souverain coulait à Lomé et dans les autres villes du Togo.

Tous ces actes malfaisants ont amené à ce fameux "lynchage" lors du meeting du FRAC à la plage de Lomé alors que GO escorté par des policiers arrivait en retard à ce rendez-vous de la dernière chance avec Le PEUPLE.

Suite à cet énième rendez-vous manqué il s'affublait lui-même du sobriquet: "l'homme des occasions manquées"!

Si l'on fait le récapitulatif des derniers actes posés de GO comme: l'incident/accident New-Yorkais au domicile de son gendre Ioko Donou, gestionnaire du patrimoine des 2 familles "royales" du Togo: Olympio et gnassingbé, pas de plan B, manque de support à la candidature de Jean-Pierre Fabre, hostilité au FRAC, protection aveugle de ses lieutenants fourvoyés avec l'ennemi, réception à son domicile de la délégation de la dictature, sortie médiatique intempestive et à contre courant de la volonté populaire.

Jusqu'à ce jour où l'on rapporte aux oreilles de la population que GO et ses conseillers personnels négocient une entrée au gouvernement illégitime contre la volonté du Peuple ainsi que du bureau politique de l'UFC et du candidat élu JPF!

Une nouvelle fois le fils du Premier Président élu librement après l'Indépendance, s'arroge le droit de poser un acte qui va à l'encontre de l'aspiration légitime du Peuple qui chaque semaine telle une "marée" lamine les "côtes rocheuses" dans des marches pacifiques mais irréductibles dans son objectif, celui de "crever l'abcès purulent gnass"

mais aussi à l'encontre de l'Histoire où les épopées finissent en lettre d'or dans les ouvrages retraçant cette aventure humaine où en un même lieu géographique et temporel s'unissent les hommes pour ce même dessein qu'est l'idéal patriotique!

Nul n'est au-dessus du Peuple Souverain!

Ces annonces de "collaboration" sont de plus en plus précises et audibles depuis la cérémonie bâclée de "l'invest-déconfiture" du "petit malin-assassin" qui a même oublié de revêtir l'écharpe de "Prési"!

En 50 ans de joug, ils ont réussi à tout salir sauf "l'Esprit d'Ablodé"!

"Ablodé" n'est pas la propriété de quelques uns, elle appartient au Peuple Eternel, à celui qui a entamé "la marche de d'Ablodé 2010"!

"Les recettes désuètes et les plats réchauffés" à la sauce GO et sa suite font qu'aujourd'hui, l'heure



n'est plus aux négociations en catimini sur "le dos" du Peuple, au nez et à la barbe du Front populaire FRAC et de son leader JPF.

Il fallait bien que se lève parmi nous quelqu'un pour dire à GO:

"Arrête de courir après tes actes manqués qui ne reviendront plus!

Aujourd'hui moins qu'hier, tu n'as pas les leviers qui puissent dicter les conditions populaires!

Le Peuple et le FRAC ne veulent pas que tu enterres l'ESPERANCE dans un énième GUN/GLO!"

Pour conclure pour le moment,

il reste encore cette hypothèse, celle de ce vieil homme usé par l'âge, par les années interminables de lutte et les séquelles de l'attentat qui engendrerait le basculement définitif dans la "haine aveugle" de "l'égo caillassé" lors du meeting mémorable à la plage de Lomé où tel un vulgaire nicolas lawson du prr, le Peuple trahi chassa avec une telle rage l'ancienne "icône héréditaire".

GO allait cette fois-ci faire payer à ce Peuple ingrat à ses yeux qui le voue à présent aux gémonies le fait de l'avoir dépossédé du premier rôle ennivrant de "premier et vrai opposant" au régime despotique familial.

Avez-vous remarqué qu'aujourd'hui en 2010,

ce sont les Agbéyomé Kodjo, les Dahuku Péré, les Abi Tchessa, les Agboyibor qui déclinent l'offre de collaboration avec ce régime "crypto-fachiste"!

Alors que les opposants héritiers directs de la lutte de l'Ablodé que sont les "AGO" négocient leur entrée dans ce gouvernement illégitime et donc prêt à remettre de manière symbolique à f. gnassingbé, l'écharpe présidentielle celle galvaudée le jour de l'investiture.

Nous pouvons alors comprendre que certains individus opportunistes pourraient faire de même en prétextant d'aider le Peuple à sortir de l'intolérable misère en collaborant avec la dictature et que d'autant plus que GO "l'emblématique opposant" collabore avec celui-ci!

Comme le disent certains: "Il est normal qu'après tant d'années de luttes nous aussi nous allions à "la mangeoire" aider le Peuple dans la souffrance!!!

Qu'en pensent les aspirants collabos, les elvis ajavon, les eric amerding, les rodrigue kpobli et autres...

Mathieu CICHOCKI

Peuples-Observateurs 2010



Politique Togo : fissure au sein du parti OBUTS



Kodjo Agbéyomé - président OBUTS

L'Organisation pour bâtir dans l'union un Togo solidaire (OBUTS, opposition) résistera aux manoeuvres tendant à le fragiliser, a indiqué Agbéyomé Kodjo, président de ce parti, lors d'une conférence de presse lundi à Lomé.

La sortie de M. Kodjo fait suite à un mouvement de dissidence mené par le commissaire national de son parti chargé des fédérations, Komlan Vidada, qui fustige le leader de prendre des décisions sans consulter la base.

La majorité des partis de l'opposition, dont le parti OBUTS, ont refusé d'entrer au gouvernement de "large ouverture politique" que le président Faure Gnassingbé a proposé après sa réélection lors du scrutin du 4 mars.

Selon le mouvement de dissidence, le refus de OBUTS a été exprimé au mépris de la volonté des fédérations qui sont favorables à l'entrée du parti à ce gouvernement.

Agbéyomé Kodjo a qualifié cela de "tempête" organisée, "mission commandée", de calcul politique et d'"attaques en règle" pour fragiliser son parti.

"Tout le monde peut partir, je resterai seul sur le pont", a dit M. Kodjo, qui a obtenu 0,85% des voix dans l'élection présidentielle du 4 mars. **(Xinhua)**



Pour éviter que le vocable « Togolais » devienne une insulte

Politique Togo S'inspirer du monde et curer la division ethnique sur tout le territoire



Le Togo enclavé entre le Bénin à l'Est, le Ghana à l'Ouest et le Burkina Faso

au Nord

(AfriSCOOP Analyse) — « Je suis presque certain que les élections ne vont jamais résoudre les différends politiques du Togo. Ce dont les Togolais ont urgemment besoin, c'est la tenue d'un vaste forum national pour aboutir à un consensus global autour des majeurs maux qui minent leur pays », disait souvent le regretté historien, journaliste et politologue togolais, Joachim Atsutsè Kokouvi Agbobli. Près de deux années après sa subite et brutale disparition qui n'a toujours pas été élucidée, ses propos précités sont toujours d'actualité ! Face à un parti au pouvoir surarmé et une opposition radicale qui ne recourt qu'à la voie du dialogue, quelle ligne médiane faut-il adopter pour sortir le Togo de l'ornière du ridicule en Afrique occidentale ?

Manifestement, les atroces tragédies qu'a connues l'humanité ces dernières décennies n'ont pas encore interpellé la conscience des Togolais de tous bords, et plus particulièrement leur classe dirigeante. A titre d'exemple, le Rwanda a connu en avril 1994 un effroyable génocide qui a arraché la vie à près d'un million de ses fils. Cette page sombre de l'histoire rwandaise n'a à aucun moment empêché Hutus et Tsutis (les deux principales ethnies du pays) de reconstruire collégialement, tels des architectes, leur Etat meurtri par la folie des hommes. Hutus et Tsutis ont vu juste car de nos jours, leur pays est dans les bonnes grâces des Etats-Unis d'Amérique par le truchement de l'Agoa (African growth opportunity act) et fait trembler ses voisins de la région des Grands Lacs. Le Mozambique a aussi été miné par ce qui reste aujourd'hui la guerre fratricide d'indépendance la plus meurtrière de l'Afrique, mais ses constants efforts de développement lui ont permis d'intégrer le cercle fermé des Etats africains se situant fréquemment dans le collimateur des financements des Républiques du Sud par les grands argentiers du monde et les organisations caritatives de la planète.

Le Togo a fini depuis belle lurette de traverser la période de la vache grasse qui lui a valu le surnom de « Suisse africaine » et qui inspirait respect vis-à-vis des pays ouest-africains. La génération de cette bande de terre de 56.785 km² qui n'a connu que le régime Rpt est en perpétuel manque de repères et semble désespérer en l'avenir. La diaspora de plusieurs Etats africains est de nos jours mise à contribution pour épaissir leur Pib (Produit intérieur brut). Au Togo, au nom de l'incessante suspicion qu'entretient le « Nordiste » envers le « Sudiste », tout est mis en place pour contraindre la diaspora à ne jamais retourner au bercail... C'est à croire que les Togolais n'ont pas conscience de la connotation de la date du 27 avril (jour de l'accession du Togo à l'indépendance) dans le monde : c'est un 27 avril que la



traite négrière a été abolie dans les colonies françaises ; c'est également un 27 avril que les premières élections multiraciales se sont tenues en Afrique du Sud. C'est aussi un 27 avril que l'un des principaux chantres du panafricanisme, le Ghanéen Kwame N'krumah a rendu l'âme.

A défaut donc d'un sursaut d'une véritable réconciliation, le bilan des 50 prochaines années d'indépendance du Togo sera un peu plus implacable... Le tir est à corriger ici et maintenant. Tous les Togolais et plus particulièrement les membres de l'élite et de la classe dirigeante togolaises n'auront devant les prochaines générations aucune excuse valable. Si les insultes au développement du continent africain (défaut d'existence du minimum d'infrastructures de base) persistent au pays de Belle Bellow dans les prochaines années à cause des divergences fratricides locales, les Togolais ne seraient plus alors assimilables à des « damnés de l'Afrique occidentale ». Mais, c'est le vocable « Togolais » lui-même qui devrait renvoyer une connotation péjorative en Afrique. « Une nation, c'est un plébiscite de tous les jours », disait l'écrivain français Ernest Renan.

Lundi 17 mai 2010 par [Edem GADEGBEKU](#), [© AfriSCOOP](#)



Politique Faure Gnassingbé fait le choix de l'inertie dévastatrice

5/17/2010 12:19:46 PM

Le RPT se croit sans doute le plus malin de tous les partis de l'échiquier politique national et ses militants et responsables, les plus rusés ou joueurs. Saisonnièrement, ils remettent sur la platine du gramophone le disque rayé des élections à la togolaise. Tous les cinq ans, ils organisent des élections suivant leur canon, les gagnent à leur manière puis agitent l'épouvantail déperlé et défraîchi des gouvernements de large union ou de large ouverture politique. Ils croient si bien faire qu'ils se permettent de reprocher aux autres de faire la même chose chaque fois, c'est-à-dire de contester toutes les fois où ils gagnent les élections à leur façon, oubliant qu'on peut leur reprocher aussi de jurer d'organiser et de gagner de la même manière irrégulière, à la limite de l'esclandre – François Boko avait parlé de « gangstérisme électoral », tous les cinq ans. N'est-ce pas trop facile de couper les seins d'une mère pour ensuite lui proposer l'assistance d'une collègue en lui faisant remarquer qu'il ne sert à rien de pleurer, ce qui est fait étant déjà fait ? En faisant le choix d'une pratique politique aussi méprisable et révoltante, le parti de Faure Gnassingbé installe le pays dans l'inertie dont rien ne semble pouvoir le tirer.

Volonté d'inertie

Contrairement à toutes les prétentions et à toutes les proclamations, à l'opposé de l'optimisme panglossien de Natchaba Ouattara qui a estimé, chez nos confrères de radio Victoire, qu'avec le scrutin du 4 mars, le Togo a fait un grand pas en avant, en contradiction flagrante avec le slogan de campagne creux et sans expression « ensemble », le Togo est victime de la volonté manifeste de certains de ses fils de faire perdurer le statu quo. Parce qu'il leur est bénéfique, ils s'en contrefichent si d'autres y trouvent des inconvénients. C'est pour cela que, à aucun moment en réalité, créer les conditions d'une élection honnête et moderne n'a jamais été en réalité une préoccupation pour eux. Ils s'enferment dans les déclarations péremptoires du genre « organiser une élection à la ghanéenne », sachant très bien que, forts du soutien tacite des armées et de l'instrumentalisation de l'administration publique ainsi que des institutions de la république, le dernier mot leur reviendra toujours. Rappelez-vous 1998 : le choix du peuple a été détourné trois jours après le vote par le ministre de l'intérieur d'alors qui s'était arrogé par un tour de passe-passe vertigineux, les prérogatives de la commission électorale ; rappelez-vous 2007 aux législatives dont les résultats authentiques ont été trafiqués grâce aux méthodes staliniennes de conservation du pouvoir. A la fin, c'est la même chanson : la main tendue du chef de l'Etat, chef suprême des armées hier, la politique d'ouverture et de réconciliation de tous les fils du pays aujourd'hui, avec un objectif unique : garder sans raison la substance du pouvoir et agiter devant les autres les lamelles des miettes.

Conséquence : le RPT s'est donné les moyens de gouverner seul le pays, concentrant entre ses mains les vrais leviers du pouvoir auxquels n'ont jamais eu accès ceux qui ont cru et mordu au gros appât des gouvernements d'union nationale. Ainsi, depuis 1990, de Gnassingbé Eyadéma, le père, à Faure Gnassingbé, le fils, le Togo est profondément divisé, si divisé que le mot français « divisé » ne semble plus suffire pour en traduire la réalité. C'est apparemment avec amertume que le président contesté l'insinue lui-même dans son discours du 26 avril : Faure Gnassingbé parlait des fils et filles d'un même pays qui s'invectivent au point d'en arriver à se haïr. Comment peut-il en être autrement si tant est que la foule de citoyens qui essaime les rues à Lomé et qui est prête à faire autant dans les autres villes du pays montrent de la désolation face aux pratiques politiques en cours dans leur pays ? Le Togo peut organiser des élections incontestables, mais on en a pris pas le courage. Les conséquences sont sous les yeux de tous les Togolais. Depuis deux mois, l'opposition, et avec elle, une partie des citoyens, manifeste contre les résultats du scrutin du 4 mars. Ce n'est pas normal d'y montrer de l'indifférence.



En finir avec les placebos et les orgueils infertiles

L'inertie se poursuit parce que, à aucun moment, on n'a eu le courage d'aller aux solutions véritables. Depuis feu Eyadéma, le RPT a pris l'habitude des placebos. Face à la certitude et à la réalité des élections perdues, il force les passages et s'accroche aux ersatz, aidé par ses amis impérialistes d'Afrique et de France. Les gouvernements d'union ou d'ouverture sont la franche manifestation de la préférence aux placebos. Ainsi, les problèmes du pays qui nécessitent un courage politique et historique de même qu'une renonciation aux orgueils humains infertiles, se sont pérennisés et ont poussé des racines immenses et maléfiques. Ailleurs, d'autres pays ont eu les mêmes problèmes au tournant des années 1990. Il a suffi qu'il y ait dans ces pays des hommes de valeur et d'honneur pour prendre les bonnes résolutions et la bonne voie. Au Bénin, en 1990, Kerekou avait tous les moyens pour opposer de la résistance aux orientations de la conférence des forces vives de la nation mais il ne l'a pas fait. Il a donné une chance au pays en permettant l'avènement de la démocratie. Les Béninois le lui rendent bien puisqu'il fait partie des hommes politiques les plus aimés et respectés dans le pays. Au Ghana, vu son aura et sa position de capitaine président, Rawlings pouvait maintenir le régime militaire au Ghana pour plusieurs années encore. Il a préféré engager les réformes institutionnelles et constitutionnelles, a fait organiser des élections crédibles que son parti perdra au bout de son deuxième mandat. A-t-on besoin de souligner qu'au moment où il bouclait ce deuxième mandat, il avait les moyens de faire modifier la Constitution pour s'offrir une présidence à vie ? Faisant le deuil de son orgueil même, il a choisi l'intérêt général au lieu de l'individuel et du clanique. Ces deux exemples ont le mérite de montrer comment des voisins ont réglé en profondeur et pour toujours leur problème politique lié à l'alternance politique et à la légitimité de leurs présidents.

Dans notre pays, cette volonté n'existe pas. Malgré tous les compromis et compromissions de l'opposition, le problème reste entier. Le RPT se comporte comme s'il détenait un droit divin sur le pouvoir d'Etat. Faut-il croire à une consigne testamentaire de feu Eyadéma, son président fondateur ? Non seulement il affiche une opposition réfractaire et morbide à l'alternance politique mais encore et surtout il banalise les problèmes politiques, leur préférant le partage très inégal des prébendes et des privilèges. Au lieu de trouver des solutions drastiques auxdits problèmes, il les banalise, les occulte et s'inscrit dans l'enlèvement. Quels sentiments sensés devant le gâchis organisé et entretenu par ce parti au sujet de l'Accord Politique Global ? Cet accord que d'aucuns présentent comme un consensus minimal pour sortir le pays de l'inertie des querelles politiques saisonnières a été très rapidement rangé dans les placards de l'attente ou de l'oubli dès que l'instinct de conservation du pouvoir a repris le dessus sur les faire-valoir et les déguisements. A qui le RPT va-t-il parler à présent de cet accord ? Peut-être au NID, au PRR, au NDP et aux dissidents de l'écurie Vidada. Va-t-on passer toute la vie à signer des accords politiques alors que le pays n'est pas en guerre déclarée ?

Le refus de trouver les véritables solutions s'est encore manifesté dans la reconduction de Gilbert Houngbo à la primature. Dans un contexte pareil, le RPT est si aveuglé par l'obsession du pouvoir qu'il n'a pas pu imaginer autre chose que la formule Houngbo qui complique tout et agrandit les drailles de l'inertie. Rien n'avance et il faut craindre que rien n'avance plus. Les querelles politiques se sont exacerbées, la division du pays aussi. Faure Gnassingbé peut aller à l'école de la thaumaturgie mais il ne pourra rien faire. Aucun développement véritable n'est possible dans ces conditions.

Nima Zara

Le correcteur



Politique Les militants du FRAC encore dans les rues de Lomé

Samedi, 15 mai 2010 16:04

Des militants et sympathisants du Front Républicain pour l'Alternance et le Changement (FRAC) ont encore sillonné samedi, les principales artères de Lomé pour protester contre la réélection du président Faure Gnassingbé lors de la présidentielle du 4 mars, a constaté un journaliste de l'Agence Savoir News.

Organisée par le FRAC - qui a soutenu Jean Pierre Fabre de l'Union des Forces de Changement (UFC) à cette élection - chaque samedi depuis la proclamation des résultats, cette manifestation a connu la présence des responsables dudit Front.

Après avoir parcouru les rues de la capitale togolaise, les manifestants ont assisté à leur meeting hebdomadaire à la plage.

"Nous ne sommes pas pressés, car nous savons là où nous allons", a lancé M.Fabre aux manifestants.

Ce dernier a réaffirmé la position du Front, celle de ne pas prendre part au prochain gouvernement.

Le FRAC a invité ses partisans à une nouvelle veillée de prières mercredi et une marche samedi.

Lambert ATISSO



Politique Crise à l'UFC : Gilchrist-Fabre : Collision entre deux méthodes de lutte

Depuis quelque temps, l'Union des Forces de Changement (UFC) est secouée par une crise diversement appréhendée. Comme du levain dans une pâte informe, elle n'a cessé de fermenter l'actualité politique.

De fil en aiguille, ce qui s'est apparenté au départ à un bras de fer passager entre le mentor Gilchrist Olympio (GO) et son disciple Jean-Pierre Fabre, s'est transmué en un duel qui à coup sûr s'achèvera par la mise à mort politique de l'un et la survie de l'autre.

La crise au sommet de l'UFC est plus profonde, plus sérieuse qu'on ne le pense. Ceux qui y voient un conflit de générations font fausse route. Elle va au-delà de la question de la retraite politique de son président national que certains se dépêchent d'enterrer vivant à la plage. A y voir de près, elle dévoile un mal qui a tant fait saigner l'opposition togolaise en étant à la base des dissensions internes qui l'ont affaiblie et désorganisée. Le conflit est donc symptomatique d'une crise qui a toujours minée la classe politique. Aujourd'hui elle prend de l'ampleur et dégénère en une hémorragie interne à l'UFC qui, si on n'y prend pas garde, risque de faire sombrer l'opposition, la vraie opposition dans son ensemble.

A maintes reprises, est annoncé le retour du leader charismatique qui viendrait mettre de l'ordre dans la maison UFC. A chaque fois, c'est le désordre qui s'amplifie. Une situation qui a atteint son paroxysme quand ce dernier a été chassé à coup de projectiles de la manifestation du Front des Républicains pour l'Alternance et le Changement (Frac).

La presse malgré la pluralité de voix qui l'animent a condamné en chœur cet acte odieux envers lequel toute tentative d'explication est écartée par le bon sens.

Et pourtant, contre toute attente, des déclarations circonstanciées aux allures d'oraison à la carrière politique de la victime, dénotant d'une satisfaction non feinte venant de certaines personnalités associées à l'UFC pour former le Frac, ou associées au Frac, ont laissé perplexes les Togolais. C'est à se demander si nos politiciens sont encore des enfants poussant des «youpi» de joie à l'annonce de la «maladie du maître».

Au lieu de déclarations incendiaires et irresponsables, sans aucune prise sur la réalité, les réflexions doivent aller dans le sens de la compréhension de ce conflit, en commençant par l'identification de sa nature.

Un conflit de visions et de méthodes

La crise perçue par beaucoup comme une querelle de personnes est en réalité un conflit de visions et de méthodes de lutte politique. Le 12 avril 1991, date de promulgation de la Charte des partis politiques, qui est l'un des acquis du Front des Associations pour le Renouveau (FAR) sous la conduite de Me Agboyibo, le Togo a renoué avec le système multipartite. Depuis lors, il se trouve que l'opposition est confrontée à de récurrentes crises internes assimilées à tort ou à raison à des conflits de personnes. Mais en réalité, elles sont l'expression des divergences en matière de visions et de stratégies de lutte à adopter pour la conquête du pouvoir.



L'actuelle crise qui secoue l'UFC n'en fait pas exception. C'est pourquoi la réduire à une querelle de personnes, ou à un simple besoin de renouvellement à la tête d'une formation politique, serait faire preuve d'une grave cécité politique. C'est à n'en pas douter, l'inévitable confrontation entre deux visions et deux méthodes de lutte qui ont toujours été à la base des divisions au sein de l'opposition et qui se retrouvent aujourd'hui à l'intérieur de l'UFC. On comprend aisément qu'il ne peut qu'y avoir collision.

Gilchrist Olympio, de la démagogie au pragmatisme

Il est indéniable que depuis quelques temps, le leader de l'UFC déroute par ses déclarations, plus encore par ses silences assourdissants. C'est un Gilchrist Olympio ne reconnaissant pas le Frac, reconnaissant des qualités à Me Agboyibo, évoquant la possibilité de collaborer avec le régime RPT etc. qui s'offre aujourd'hui aux Togolais. De quoi surprendre tout acteur, observateur, spectateur et même toute victime de la politique togolaise, tant il a hissé si haut la barre de l'intransigeance envers le régime en place, voué aux gémonies tous ceux qui n'épousaient pas sa vision et ses méthodes, qu'il a donné une dimension manichéenne à la lutte pour l'alternance au Togo.

La tendance démagogique initiée et promue par Léopold Gnininvi, Antoine Folly, Claude Améganvi et autres à la Conférence nationale et qui est en voie de disparition, semble retrouver un nouveau souffle avec l'émergence d'une nouvelle génération de démagogues. Si les pionniers sont aujourd'hui à la touche, les Jean-Pierre Fabre, les Kofi Yamgnane, et autres Agbéyomé Kodjo en quête d'une hypothétique popularité, refont les mêmes erreurs qui ont bloqué le ressort alternatif jusqu'à présent.

C'est dire que même si Gilchrist Olympio a longtemps incarné la branche radicale de l'opposition, il n'en est pas le géniteur. Ayons souvenance du discours prononcé par Gilchrist Olympio à la Conférence nationale, et qui déjà à l'époque avait surpris. Ce fut un discours d'apaisement, venant d'un personnage serein et responsable, qui contrastait à tout point de vue avec le portrait qu'en faisait le régime en place.

Monsieur Olympio est tout simplement en train de redevenir l'homme politique responsable et pragmatique qu'il fut avant de succomber à la tendance démagogique qui a dévié la transition togolaise de sa trajectoire initiale.

Que lui reproche-t-on ?

On reproche au «Maître des démagogues» d'hier, qui excluait de son action politique toute concession avec le RPT, de vouloir sonner le glas de la démagogie. Il faut admettre que Gilchrist Olympio est l'un des rares démagogues à résister à la brise du réalisme politique qui a soufflé sur le Togo à la signature de l'Accord Politique Global (APG) du 20 août 2006. Son refus de participer au gouvernement d'union à l'époque a fragilisé ceux qui ont le courage de respecter leur engagement.

Fabre : chef de fil des nouveaux démagogues

Fabre est le dernier survivant des play-boys des années 90. Il est de la lignée des «jeunes loups» qui se sont fait remarquer par leur discours houleux à la Conférence nationale et qui ont très vite disparu de la scène politique. Mais ce dernier a survécu sous le manteau de Gilchrist Olympio. Aujourd'hui il se positionne comme le chef de fil d'une nouvelle race de démagogues incarnée par le Frac et ses composants qui, dans une inconstance déconcertante couplée d'une légèreté scandaleuse, promettent une alternance et un changement virtuels à une frange désabusée de la population.

L'inconstance du Frac

De la proclamation des résultats provisoires du scrutin présidentiel à l'investiture du président élu selon la Cour constitutionnelle, plus précisément du 06 mars au 03 mai 2010, l'objectif assigné à la marche



hebdomadaire organisée par le Frac, a changé de but en blanc. En effet, au moment où la reconquête de la victoire qu'on leur aurait volé est promis aux «marcheurs de samedi» pour très bientôt, le porte-parole du Front confie dans une interview à Jeune Afrique : «Nous allons manifester jusqu'à ce que le RPT accepte de se mettre autour d'une table pour discuter avec nous». Qui trompe qui ?

L'inconstance du Frac se retrouve également dans les contradictions qui se dégagent des sorties médiatiques de ce dernier face aux joutes oratoires de son «président élu». Quand Fabre déclarait qu'il n'introduira pas de recours à la Cour constitutionnelle après la proclamation des résultats provisoires par la CENI, Kofi Yamgnane prétendait qu'en légalistes, ils saisiront la Cour constitutionnelle tout en maintenant la pression de rue. A ne rien comprendre.

L'intolérance du Frac

Il y en a qui situent l'efficacité du Frac dans sa composition comme si le regroupement des acteurs politiques de différentes ethnies suffit pour relever le défi de l'alternance, comme s'il n'y a jamais eu de Péré, ni de Gogué, ni de Tchessa, dans les rangs de l'opposition togolaise. Nous ne le dirons jamais assez, la réussite de l'opposition togolaise dépendra de la méthode de lutte qu'elle aura à adopter et des moyens qu'elle aura à mettre en œuvre dans l'application de cette méthode.

Ce qu'il faut plutôt relever et condamner, c'est cette culture de l'intolérance qui se développe à l'encontre de tous ceux qui ne pensent et n'agissent pas comme eux. Hier, c'était le Comité d'Action pour le Renouveau (CAR) qui était dans leur ligne de mire. Aujourd'hui c'est le président même de l'UFC et... la presse.

En s'attaquant aux journalistes, le «président élu sans preuves» du Frac a fait la plus grave erreur de sa carrière politique. Comment en est-il arrivé-là, lui qui connaît bien la presse pour l'avoir pratiquée à un haut niveau comme directeur de publication et rédacteur en chef de «La Tribune des démocrates» et du «Temps des démocrates» ? Comment Fabre qui fut membre du présidium de la Conférence nationale en tant que le Chargé des relations avec la presse, peut-il s'attaquer aujourd'hui à cette presse ?

Nous devons reconnaître tout simplement, que le processus démocratique a pris du recul. Dans un sens comme dans l'autre. En faisant l'apologie de la pensée unique, les acteurs politiques réunis au sein et alliés au Frac, sont en train de remettre en cause les acquis du combat démocratique. Peut-il en être autrement du moment où ils n'hésitent pas à vilipender les auteurs de ces acquis.

Les tiraillements de Gilchrist Olympio

Le président national de l'UFC est animé d'un double conflit. Il est d'abord en conflit avec lui-même pour avoir adopté la logique de l'affrontement, de l'hostilité au dialogue et la préférence pour la dégénérescence des pressions populaires en situations de pourrissement qui acculent le pouvoir à l'abdication. Pour avoir récupéré et radicalisé cette méthode de lutte du COD, Gilchrist Olympio fut présenté par Eyadema à ses proches géo-ethniques comme le «revanchard» qui, une fois au pouvoir, les chasserait de leurs emplois, de leurs terres et n'hésiterait pas à les jeter en prison ou à les éliminer physiquement.

Un piège que ce dernier n'a pas su déjouer en s'inscrivant dans la ligne tracée par le FAR et dont il salua l'efficacité à son retour. Mieux, en y apportant sa caution, il aurait arrêté la dérive amorcée par le COD. Ce choix n'a fait que justifier l'étiquette de «revanchard» que le Général Eyadema lui collait.

Gilchrist Olympio est également en conflit avec son parti à qui il a insufflé et inculqué cette vision manichéenne de la lutte. Pour avoir traité de «collabos», de «traîtres», de «vendus», de «satellites» du RPT tous ceux qui ont préconisé le dialogue et la concertation avec le tenants du pouvoir, il lui est



difficile aujourd'hui de convaincre les siens de la nécessité de recourir à cette option qu'il a tant combattue.

Mais il ne survivra qu'à condition qu'il retrouve son identité politique qu'il a trahie sur l'autel d'une popularité improductive et stérile, d'un radicalisme de façade.

Le sens du revirement de Gilchrist

Gilchrist Olympio en se démarquant du Frac, qui veut perpétuer la politique spectacle est en train de prendre ses responsabilités vis-à-vis de l'histoire. Pour retrouver son identité politique originelle, qu'il révéla à la conférence nationale, et qui se manifeste de nouveau aujourd'hui, il doit faire preuve de courage politique, à l'instar de tous ceux qui ont été ses victimes pour avoir osé revendiquer justement leurs identités. Une identité politique marquée par une forte capacité à résister aux pressions, à toute compromission, à dialoguer, à reconnaître et à respecter l'autre tout en restant ferme dans ses convictions.

Pour les militants de l'UFC, entendre leur Président déclarer en pleine campagne électorale : «Je crois que Agboyibo est un homme politique de qualité, proche du peuple», au moment où ils quémendaient son soutien à leur candidat Fabre, est un sacrilège, un crime impardonnable. Certains ont même affirmé que leur leader souffrirait de troubles mentaux. Mais en réalité, il venait de signer son acte de renaissance en reconnaissant à celui qui a arraché à Eyadema, l'amnistie générale qui a permis son retour au pays après 28 années d'exil, et qui à maintes reprises lui a donné son soutien, sa valeur. Effaçant par là l'ingratitude dont il a toujours fait preuve envers ce dernier.

Son revirement actuel n'est que la reconnaissance d'une erreur tactique qui a fait sombré la transition et causé l'échec actuel du processus. C'est aussi la reconquête d'une identité politique tronquée et dénaturée.

Gilchrist Olympio est à la croisée des chemins. Soit il se démarque définitivement des démagogues pour assumer enfin son identité d'homme politique courageux, obstiné, ferme dans ses convictions, capable de supporter les dénigrement et injures, soit il recule en succombant à la cabale lancée contre lui. Auquel cas, il sombrera à jamais.

Loin de surprendre, cette reconversion doit plutôt susciter la réflexion, nourrir le débat lancé par Me Yawovi Agboyibo dans son ouvrage Gouvernance politique et sociale en Afrique, 20 ans après le sommet de la Baule- le cas du Togo.

Source: Le Changement



LOMECITE Politique Togo Après l'investiture de Faure Gnassingbé: La fête continue pour les "Amis de Faure"

Plus d'une douzaine d'associations ayant défendu la cause de Faure Gnassingbé pendant, avant et après les campagnes jusqu'aux élections présidentielles du 04 mars dernier au Togo ont fêté avec faste la victoire du nouveau président togolais ce samedi à Lomé.



Faure Gnassingbé, réélu lors de la présidentielle du 4 mars a prêté serment le 03 mai 2010 devant la Cour constitutionnelle réunie en audience solennelle.

Habillés tous en Tere shirt blanc à l'effigie du président élu, ils étaient des milliers à danser et à chanter au rythme du terroir Kamou au siège de Zen Com, sis à Nukafu Cerfer, structure qui a coordonné les activités des associations sur le terrain.

Dans un message lu à l'assistance par le porte parole, Mr Agbéssi Koffi, ce dernier a au nom des associations réunies, félicité les uns et les autres pour leur engagement en faveur d'un développement.

"Il est dans la vie, des événements qui marquent par dessus tout, notre existence en tant qu'humains. C'est ainsi qu'il apparaît également dans l'évolution de nos structures, des faits et des dates qui revêtent de par leur caractère exceptionnel et historique, la quintessence même de leur existence.

C'est le cas de la Majorité Silencieuse, cette grande armée des Togolais sans voix qui, des décennies durant, n'ont jamais eu l'opportunité de se prononcer sur certaines décisions engageant l'avenir du pays. Exaspérés par ce joug, ces forces vives ont brisé les chaînes de l'exclusion et de l'instrumentalisation pour s'organiser en un mouvement fédérateur, le MJPG, (le Mouvement des Jeunes pour la Popularisation de la Bonne Gouvernance)", a lu le porte Mr Agbéssi.

"Comme une succession de grâces infinies, la journée du 03 mai 2010 viendra auréoler cette série festive par l'investiture et la prestation de serment du président élu, Faure Gnassingbé", a-t-il ajouté.

Venus de tout le Togo, il s'agit pour les militants des associations en soutien à Faure, de célébrer la victoire de leur candidat.

"Nous avons choisi donc ce jour, samedi 15 mai 2010, pour nous réjouir et nous congratuler mutuellement de tous les efforts consentis par les uns et les autres", a indiqué Mr Agbéssi à l'assistance.



"Ces moments de réjouissance collective constituent également pour le MJPG, une étape de prise de conscience et de projection pour le nouveau quinquennat dont vient d'hériter notre Président", a ajouté Mr Agbéssi, invitant les militants de toutes les associations, à la culture de la paix, la tolérance et l'engagement.

Le Front Républicain pour l'Alternance et le Changement (FRAC) - qui a soutenu Jean Pierre Fabre de l'Union des Forces de Changement (UFC) - conteste depuis des semaines, la réélection de Faure Gnassingbé. Ce Front organise chaque samedi, une manifestation de rues à Lomé.

Selon les résultats définitifs de la Cour constitutionnelle, Faure Gnassingbé a obtenu 60,88% des voix contre 33,93% pour M. Fabre.

La Rédaction
Samedi, 05.15.2010, 03:43pm (GMT)

dimanche 16 mai 2010



Politique Togo : le RPT célèbre la réélection de Faure Gnassingbé

Le Rassemblement du peuple togolais (RPT, au pouvoir) a célébré samedi dans la banlieue nord de Lomé la réélection du président Faure Gnassingbé, plus de deux mois après le scrutin du 4 mars.

C'est la première manifestation de réjouissance officielle du parti, depuis la proclamation des résultats définitifs du scrutin le 18 mars et la l'investiture de Faure Gnassingbé le 3 mai.

Quelque milliers de militants et sympathisants ont pris part à cette célébration, animée par une dizaine d'artistes du pays, qui s'est déroulée en pique-nique, en présence des membres du Bureau politique et du Comité central.

"Le président Faure est sorti, brillamment et sans conteste, vainqueur de ce scrutin présidentiel", a indiqué à cette occasion le secrétaire général du RPT, Solitoki Eso.

Faure Gnassingbé a été réélu avec 60,88% des suffrages, contre 33,93% pour son principal rival Jean-Pierre Fabre, candidat de l'Union des forces de changement (UFC), principal parti de l'opposition, qui conteste les résultats.

La célébration intervient après que le président réélu eut annoncé la formation d'un "gouvernement de large ouverture politique".

Pendant que le RPT est en fête, l'UFC, appuyée de quelques autres partis, a mobilisé dans les rues, à l'autre bout de la capitale togolaise, des milliers de militants et sympathisants pour contester la réélection de Faure Gnassingbé. **(Xinhua)**



D'après l'article 145 de la constitution togolaise, « le président de la République , le premier ministre, les membres du gouvernement, le président et les membres du bureau de l'Assemblée nationale et du sénat, les directeurs généraux des administrations centrales et des entreprises publiques doivent faire devant la cour suprême une déclaration de leurs biens et avoirs au début et à la fin de leur mandat ou de leur fonction ».

Mais voilà, alors qu'il se dit dans les rangs du pouvoir que le nouveau quinquennat sera celui de la bonne gouvernance et de la relance économiques, les Togolais n'auront pas l'occasion de voir leurs dirigeants, y compris le chef de l'Etat qui vient d'entamer un nouveau mandat, se soumettre à cette disposition constitutionnelle. Et pour cause, à l'alinéa 2 de cet article de la loi fondamentale, il est dit qu'une loi d'application doit être votée pour permettre la mise en œuvre de cette disposition constitutionnelle.

Et il se trouve que depuis 1992, cette loi organique n'existe pas. Ni le gouvernement, ni l'Assemblée nationale n'y ont pensé. Voilà qui donne raison à ceux qui estiment que nos députés, y compris ceux de l'Opposition, ne contribuent pas efficacement à l'enracinement de la démocratie et de l'Etat de droit au Togo.

Au lieu d'attendre un projet de loi du gouvernement, d'aucuns pensent que les élus de l'Opposition parlementaire doivent travailler pour l'élaboration et l'adoption d'une proposition de loi relative à cette disposition constitutionnelle avant la fin de leur mandat.

Marc D. Kouakani-Assi

Lundi, 05.10.2010, 10:53am (GMT)

Ancien président de l'Assemblée nationale, Fambaré Ouattara Natchaba est l'un des membres influents du Rassemblement du Peuple Togolais (RPT), le parti au pouvoir. Classé parmi les fidèles des fidèles du général Gnassingbé Eyadéma - décédé en février 2005, après 38 ans de règne - M.Natchaba s'est fait trop discret depuis l'arrivée au pouvoir de Faure Gnassingbé en avril 2005 : plus de déclarations à la presse, des sorties publiques très rares etc....



L'Agence Savoir News s'est rapprochée de ce dernier pour un entretien à bâtons rompus. Lisez-plutôt.

Savoir News: Le président Faure Gnassingbé a prêté serment le 3 mai dernier. Selon certains juristes de haut niveau, ce serment est "nul", car hors délai. Qu'en dites-vous?

Fambaré Ouattara Natchaba: Vous savez, les constitutions ne s'interprètent pas comme tous les textes. Pour interpréter une constitution, il faut se référer à beaucoup d'éléments, notamment ce que nous appelons "les travaux préparatoires". Je ne sais pas si ces juristes de haut niveau se souviennent de tout ça. La constitution en son état actuel, est la fusion de nombreuses constitutions: française, américaine, allemande. Cette situation est due à l'influence de l'Occident pendant la conférence nationale. Donc, la question essentielle de la prestation de serment du Chef de l'Etat s'est posée. Evidemment cette question est normale en ce que l'on dit que le président de la République entre en fonction, prête serment dans les 15 jours dès que la Cour Constitutionnelle a proclamé les résultats officiellement. Mais, il faut tenir compte d'une autre disposition, notamment l'article 59 et des autres dispositions finales qui disent bien qu'en cas où l'élection n'a été organisée pour une autre raison, le président en fonction - comme l'Assemblée - reste en fonction. Donc, il s'agit d'une part, d'éviter le vide juridique et d'autre part, d'éviter d'avoir en même temps deux présidents: un élu qui a prêté serment et l'un dont le mandat n'est pas épuisé. Aujourd'hui, c'est la seule et même personne, c'est pourquoi la situation se présente de cette manière. Faure Gnassingbé a prêté serment il y a cinq ans, son mandat venait à expiration le jour qu'il a prêté le nouveau serment. Il l'a fait le 3 mai pour un mandat précis.

La disposition de la constitution qui précise que le président prête serment dans les 15 jours, s'adresse à un nouveau président. Supposons demain, qu'il y ait deux candidats ; aucun d'eux n'a jamais été président, ou même l'actuel président est candidat et qu'il soit battu. Mais je préfère prendre le cas de deux nouveaux candidats. Effectivement dans ce cas, le candidat déclaré vainqueur doit respecter le délai de 15 jours. Celui-ci a le temps entre cette prestation de serment et la fin de son mandat. Il faut interpréter les articles 63 et 59 et les autres dispositions de façon combinée et utile, afin d'éviter le vide juridique, d'éviter qu'une seule personne s'éternise aussi, alors qu'elle n'a pas de mandat. Voilà ce qui est l'essence de cette interprétation. Toute autre interprétation est fantaisiste.

Savoir News: Ne pensez-vous pas que le fait d'avoir prêté serment, après les 15 jours prévus par la constitution, fait déjà office de jurisprudence avec ses conséquences ? Surtout en cas



de défaite les années à venir d'un candidat au pouvoir?

Fambaré Ouattara Natchaba: Bien, en cas de défaite. Je crois que les togolais pensent toujours au pire. Dans une démocratie civilisée, ce n'est pas parce que le président a prêté serment qu'il prend immédiatement le pouvoir. Par exemple aux USA, il a fallu un temps pour que le président entre en fonction. La constitution, c'est pour civiliser les mœurs aussi.

Savoir News: Quel bilan faites-vous des 5 années de gestion de Faure Gnassingbé?

Fambaré Ouattara Natchaba: Il serait prétentieux de vouloir faire un bilan exhaustif des cinq années du règne de Faure Gnassingbé. Ce qu'il faut d'abord souligner, c'est que Faure n'est pas arrivé au pouvoir dans les circonstances qui étaient propices à un bon travail. Il est arrivé au pouvoir à un moment de tension extrême entre l'opposition et la majorité. Et il est arrivé de façon où on était pas préparé. Tout ça aurait pu être des handicaps. Mais ce qu'il faut souligner, c'est que malgré ces handicaps, il a réussi à aller à l'essentiel. Il a compris premièrement, que le vrai problème du Togo, c'est celui de la méfiance. Donc, comment faire, pour que les togolais se sentent frères. Deuxièmement, pour que les togolais puissent se sentir vraiment frères, il faut qu'on puisse reconnaître les torts et qu'on se pardonne mutuellement. Troisièmement: qu'on s'engage à travailler pour notre pays. Quand je prends ces schémas, je vois que Faure a bien réussi. Il a été courageux en allant tenir le discours d'Atakpamé, après les incidents malheureux qui ont fait tant de victimes. C'est un discours qui est fondateur d'ailleurs, au niveau des libertés publiques. Mais il ne s'est pas arrêté au discours. Il a planché sur les institutions judiciaires de notre pays. Il a également fait beaucoup pour les droits de l'homme. Moi, j'ai été au pouvoir pendant longtemps, je sais comment cette matière est difficile. Et pour la presse : il faut convenir que, depuis notre indépendance jusqu'à ce jour, la presse n'a jamais été aussi libre que sous le président Faure. Tout cela est à son actif. Il a fait beaucoup de réalisations aussi bien les centres de santé, les écoles, les routes etc...Il en a fait beaucoup, mais malheureusement, ce n'est pas toutes les fois que ces choses sont dites publiquement sur les médias.

Je crois qu'on ne pouvait pas s'attendre qu'en cinq ans, un jeune de la trempe de Faure puisse résoudre tout le déficit qui s'est accumulé depuis 1960. Et une fois, j'ai eu à dire d'ailleurs au cours d'une réunion de notre bureau politique qu'il ne faut pas s'attendre à ce que Faure devienne comptable de tout ce que nous avons fait au RPT.

Savoir News: Vous avez beaucoup côtoyé le défunt Gnassingbé Eyadéma. Peut-on comparer le mode de gestion des deux hommes (le père et le fils)?

Fambaré Ouattara Natchaba : Non. D'abord le père et le fils ne sont pas les mêmes. Ce n'est pas la même génération et le président Eyadema (paix à son âme), a d'abord le tempérament d'un militaire qui est foncièrement attaché à l'ordre, à la discipline et qui a un amour fou pour son pays. Le goût du travail bien fait. Avec le président Faure, il a cette intelligence de comprendre que les hommes qui l'entourent au tant qu'ils sont, ont tous besoin d'avoir une personnalité libre de s'exprimer. Faure appartient à une période où la connaissance, la culture est la chose la mieux partagée. Et déjà sous le président Eyadema, nous qui étions au premier plan, on travaillait avec Faure, on discutait avec lui et nous sentions les différences d'approches qui avaient entre nous et lui. Maintenant qu'il est devenu Chef d'Etat, je crois qu'il a montré qu'au fond, il ne raisonne pas comme nous, parce que nous n'avons pas connu les mêmes problèmes. Il entend avancer en épousant son époque, sa période avec ses problèmes. C'est pourquoi entre lui et Eyadema, ce n'est vraiment pas les mêmes personnes. C'est la même famille, c'est le père et le fils mais politiquement, on ne peut pas dire que c'est les mêmes personnes.

Savoir News: Faure Gnassingbé a prêté serment dans une ambiance de contestation des élections par l'opposition, notamment le FRAC qui a soutenu Jean Pierre Fabre. Pourquoi au Togo, les élections présidentielles font toujours l'objet de contestation, suivies parfois de



vagues de violences?

Fambaré Ouattara Natchaba : Cette situation fait partie de l'héritage de ce pays depuis 1958. Faure Gnassingbé a fait beaucoup de concessions. Même au niveau de son parti, il a donné des instructions fermes, invitant à une campagne électorale claire. Il a prononcé à plusieurs reprises la phrase suivante : "Je ne veux pas que le sang d'un togolais soit versé, qu'il soit de l'UFC, du CAR ou du RPT (...)".

Au Togo, on dirait que nous contestons pour contester. Nous contestons pour contester, parce que nous imitons aussi ce qui se passe ailleurs. Et je prends la dernière contestation, celle est organisée chaque samedi ou les mercredis par des veillées par le FRAC. C'est vraiment des agitations. Des gens veulent absolument monter les togolais les uns contre les autres. Qu'est ce qu'il y a dans le FRAC ? A mon avis c'est l'UFC. Pourquoi l'ex président de l'Assemblée nationale Dahuku Pééré, l'ex ministre Abi Tchessa et M.Agbéyomé Kodjo, dès le départ ne se sont-ils pas fédérés autour du candidat de l'UFC ?

Une population qui voit des candidats éventuels disant qu'ils professent la même chose, aller à la présidentielle de façon si disperser. Même ceux qui étaient tentés de voter pour vous, voteront pour l'autre candidat. Ils pensent que dans les rangs du RPT, il n'y avait pas des ambitions, mais ces ambitions ont été fédérées. En dehors de l'UFC, le FRAC n'a pas de base.

Savoir News: Selon certaines rumeurs, M.Natchaba serait pressenti au poste d'ambassadeur du Togo en France les jours à venir. Vous confirmez cette information?

Fambaré Ouattara Natchaba: Je démens catégoriquement l'information. D'abord, je crois que ça fait déjà un an que les gens me voient Ambassadeur à Tripoli, en Allemagne, à Pékin, à Paris. Non, je suis un homme d'état, il faut avoir une vision de l'état. Et je me considère comme un homme en réserve de la république. C'est-à-dire que, lorsqu'il y a nécessité, celui qui est au pouvoir peut nous appeler pour l'aider à franchir un cap. Dans tous les pays, dans toutes les démocraties, il y a ces gens là. Le président ne m'en a jamais parlé.

Personnellement, je ne suis pas candidat. Ceux qui font circuler cette rumeur, je les remercie beaucoup. Mais je crois que, c'est une façon qu'ils ont de se moquer de moi. J'ai bien compris le message.

Savoir News: Comme certains pays africains, le Togo a célébré le 27 avril, le cinquantième de son indépendance. Etes-vous fier de votre pays, après 50 années d'indépendance?

Fambaré Ouattara Natchaba: Oui, je suis fier d'être togolais. Je suis fier de mon pays parce que fils de ce pays, ce qui est bon et je le revendique. Ce qui est mauvais, je ne dois pas le jeter aux autres ; c'est l'ensemble du bon et du mauvais qui font le Togo. Maintenant la question qui est posée. Est ce que pendant 50 ans, nous avons atteint le seuil de développement qu'on aurait dû atteindre? Est-ce que les aspirations qu'on s'était données se sont réalisées? A ce niveau je crois chacun peut répondre. Nous avons perdu trop de temps à nous quereller, en commençant par le père même de l'indépendance, le président Sylvanus Olympio qui a été le grand leader incontesté de l'indépendance du Togo et qui était respecté par tout le monde. Mais on ne lui a pas laissé le temps. Ce n'est pas les togolais qui ne lui ont pas laissé le temps, c'est d'autres personnes et l'histoire le dira demain.

Source: www.savoirnews.com



iciLome Politique Entretien entre Le Palmier Africain et le Dr. Issifou Moussa, Professeur à la North Carolina A&T State University et un des Coordinateurs du CMAF-Togo



Le Dr. Moussa nous livre ses impressions sur la Situation Politique Actuelle au Togo après les élections et à quelques jours de l'annonce du gouvernement Houngbo II. *« Je vous promets que non seulement CMAF-Togo combattra Faure Gnassingbé et le gouvernement Houngbo, mais aussi tous ceux qui quitteront nos rangs pour servir de béquilles à ce régime moribond »*



Le Palmier Africain: Mr. Issifou Moussa, depuis la marche de New York et la prestation de sermon de Faure Gnassingbé, on entend plus parler du CMAF-Togo, est-ce la fin de la résistance?

Dr. Moussa Issifou: Tout d'abord, je vous remercie de m'avoir donné l'opportunité de m'exprimer sur la situation politique actuelle du Togo. Pour nous la résistance ne fait que commencer. Après la marche de New York nous avons mené d'autres actions importantes ; nous avons récemment organisé des séances de prières pour demander l'assistance divine dans notre lutte contre le régime rétrograde de Lomé. Nous avons également été reçus par des membres du Congrès Américain avec qui nous avons longuement échangé sur la situation qui prévaut actuellement au Togo. Ces rencontres donnent le ton de notre deuxième offensive qui consiste à sensibiliser l'opinion Américaine sur les violations répétées des droits de l'Homme dans notre pays. En tout cas, la lutte pour nous ne cessera que quand que le régime sera tombé.

Le Palmier Africain: Le pouvoir togolais s'apprête à former un gouvernement de large ouverture qui va inclure l'opposition togolaise et la diaspora. Quelle est votre position par rapport à un tel gouvernement ?

Dr. Moussa Issifou : De quelle opposition parlez-vous ? De quelle diaspora parlez-vous ? Je pense qu'il faut avoir l'habitude d'éviter des généralisations dans la situation actuelle de notre pays. D'abord l'opposition que nous soutenons, c'est à dire l'opposition consciente, n'est pas concernée par ce fameux gouvernement de ligue des oppresseurs, soyez-en sur. La diaspora consciente que nous sommes n'est nullement concernée par ce simulacre de gouvernement de large ouverture. Je tiens aussi à ajouter que CMAF-Togo trouve cette idée de large ouverture ridicule, parce qu'elle émane des gens dont la mauvaise foi n'est plus à démontrer.

Le Palmier Africain: Des rumeurs courent que certains membres de CMAF-Togo sont en train de faire leurs valises pour rentrer au Togo pour intégrer ce gouvernement de large ouverture. Que répondez-vous ?

Dr. Moussa Issifou : Je tiens à rassurer tous ceux qui nous supportent que notre mouvement n'est pas en quête des postes ministériels. Aucun membre du CMAF-Togo n'est intéressé par ce machin impopulaire que Houngbo et son mandant, le jeune dictateur du 21^e siècle Faure Gnassingbé, veulent faire avaler aux Togolais. Notre vision pour le Togo est diamétralement opposée à celle du régime en place. Nous préférons nous battre au cotés du peuple togolais que de rejoindre la mafia pour légitimer la main mise d'un groupuscule de personnes sur notre pays. Je vous promets que non seulement CMAF-Togo combattra Faure Gnassingbé et le gouvernement Houngbo, mais aussi tous ceux qui quitteront nos rangs pour servir de béquilles à ce régime moribond. Faure lui-même sait que la seule issue à la crise actuelle passe par un gouvernement de transition qui sera dirigé par le FRAC, le vrai vainqueur de l'élection du 4 Mars 2010.

Le Palmier Africain: l'ancien Secrétaire d'Etat français Kofi Yamgnane, membre du FRAC, a déclaré dans



une entrevue avec un journal français que les manifestations de rue du FRAC s'émoussaient et qu'il faudrait désormais penser aux élections législatives de 2012. Est-ce que CMAF-Togo adhère à cette idée?

Dr. Moussa Issifou : Je pense qu'il faut éviter de faire des amalgames ; oui, Monsieur Yamgnane a dit que les manifestations commencent à s'émousser, mais il n'a pas dit que pour cela il faut abdiquer et se préparer pour les législatives de 2012. Évidemment, bon nombre de Togolais de la diaspora qui nous connaissent comme étant proches du FRAC ne cessent de nous interpeller par rapport à cette déclaration de Monsieur Yamgnane. Pour notre part, la résistance ne fait que commencer. Nous la continuerons avec ou sans le FRAC, tant que le peuple togolais demeurera dans le désespoir auquel la mafia clanique l'y a obligé.

Le Palmier Africain: Le site internet de campagne de Faure Gnassingbé faurepresident2010.com a récemment publié un article dans lequel ils critiquaient la nomination du Coordinateur Adjoint de CMAF-Togo, Samuel Kowouto, en qualité de Représentant du FRAC aux Etats-Unis. Selon eux, vous ou encore Farouk Banna auraient mérité le poste de Représentant du FRAC aux Etats-Unis et que ce serait par tribalisme que Fabre a nommé Samuel. Qu'en est-il réellement?

Dr. Moussa Issifou : Samuel est un camarade de lutte de longue date; il a déjà fait ses preuves et d'ailleurs, c'est par consensus que nous l'avons choisi et proposé au FRAC. Et depuis, Farouk, moi et tous les autres travaillons nuits et jours avec toute notre énergie. Celui qui a écrit l'article en question y a glissé une théorie tribaliste dont il est le seul bénéficiaire. Dans notre mouvement nous ne raisonnons pas en termes d'ethnies ou de régions. D'ailleurs notre lutte contre le régime en place c'est aussi une lutte contre le tribalisme, le régionalisme et leurs corollaires.

Le Le Palmier Africain: Qui finance au fait les actions de CMAF-Togo?

Dr. Moussa Issifou : Si l'on peut parler de financement, je dirai tout simplement que nos actions sont rendues possibles grâce à la bonne volonté des camarades de la diaspora qui croient en ce que nous faisons. En outre, nous sommes nous-mêmes engagés à mener cette lutte avec nos idées, nos cœurs, et nos biens. Donc vous concluez avec moi que nous sommes nous-mêmes nos premiers financiers.

Le Palmier Africain: D'aucun disent que CMAF-Togo est trop radical, que leur répondez-vous ?

Dr. Moussa Issifou : Au Togo il n'y a que deux pôles: le régime RPT et le peuple togolais. Ces pôles sont radicalement opposés. Le radicalisme de l'un appelle au radicalisme de l'autre. Le régime incarné par le RPT étant radical, il va sans dire que pour le combattre il faut être radical. Ceux qui pensent pouvoir changer le régime en place en optant pour la modération se trompent. Le degré d'inconscience, d'arrogance, de mépris et d'insouciance des gens qui composent le groupuscule qui foule les intérêts du peuple au pied justifie le radicalisme qu'on nous attribue. Par ailleurs, je pense que ce que les uns et les autres appellent radicalisme, c'est simplement notre refus de compromission, de légitimation de l'usurpation ; c'est notre rejet des fraudes, des violations des droits de l'homme et de la pagaille à la tête de l'état. Par conséquent, je peux conclure que les membres du CMAF-Togo n'ont pas le monopole du radicalisme. Les 400,000 Togolais qui manifestent tous les samedis sont aussi des radicaux parce ce qu'ils mènent la même lutte que nous.

Le Palmier Africain: Votre mot de fin

Dr. Moussa Issifou : Je voudrais dire à mon peuple que l'avènement d'une ère nouvelle au Togo est proche. De notre engagement dans la lutte contre la dictature dépendra la réalisation de ce rêve pour un Togo respecté et respectable. Je voudrais aussi lancer un appel pressant aux politiciens qui sont tentés par ce que l'ex-opposant gabonais, Père Mba Abessole a appelé « Démocratie Participative », que



le peuple togolais ne leur pardonnera jamais cette hypocrisie motivée par la recherche du gain facile. Ils trouveront CMAF-Togo sur leur chemin.

Le Palmier Africain: Merci

Dr. Moussa Issifou : Merci pour tout le travail que vous faites malgré les entraves répétées a vos efforts.

Interview Réalisé par Joël Y. Agbekponou

[5/15/2010]



Société Crise de confiance entre le « militaire » et le civil au Togo : Et si les gouvernants se posaient les vraies questions ?

5/16/2010

Dans beaucoup de pays « civilisés », c'est la lune de miel entre les populations civiles et les corps habillés. Mais au Togo, le « militaire » et le civil ne sont pas les meilleurs amis du monde. Mieux, les deux se regardent en chiens de faïence. Le premier semble avoir tous les droits, même celui de vie et de mort sur le second et voit en lui une vermine à écraser. Et les événements survenus la semaine dernière le prouvent assez bien.



Les accidents de Nyékonakpoè et de Cassablanca

Samedi 08 mai dernier, un accident se produisait au quartier Nyékonakpoè au niveau de la Poste. Un Zémidjan a été retrouvé mort au petit matin, la tête fracassée et sa passagère grièvement blessée. Même si les versions diffèrent un tout petit peu -certains rapportent que le reproche fait au conducteur de taxi-moto est qu'il roulerait toujours avec l'ancienne plaque minéralogique, d'autres le disent avoir violé des feux rouges-, les témoignages recueillis culpabilisaient deux (02) agents des forces de sécurité qui l'auraient pris en chasse et poussé, arrivés à sa hauteur.

Ce sont ces témoignages que des organes de presse ont simplement rapportés. Mais cela n'agréa pas les autorités compétentes qui ont vite fait de servir leur version de la chose. Selon le communiqué officiel, c'est l'excès de vitesse du conducteur qui serait à l'origine de l'accident, et non une quelconque poursuite de deux policiers. Et à la Police, on compte poursuivre pour diffamation ces organes de presse, dont « Liberté » qui n'ont pourtant fait que leur travail.

On en était là lorsque le vendredi 14 mai dernier, un autre accident est survenu au niveau de la station Cap Esso à Cassablanca. Un véhicule fourgon transportant du charbon de bois a fini sa course à l'entrée dans la station, le chauffeur et les passagères grièvement blessés. Des riverains mettent une fois de plus en cause les forces de sécurité. Des témoignages rapportent que ce sont des éléments à bord d'un véhicule de l'opération « Araignée » pourchassant le fourgon pour des raisons qu'on ignore, qui auraient tiré sur ses pneus, d'où l'accident. Des gens ont même pris soin de graver sur le fourgon accidenté le numéro 139, celui du véhicule « Araignée ». Des riverains révoltés ont encore voulu exprimer leur courroux, mais ils ont été dispersés à coups de gaz lacrymogènes. Tout le quartier était gazé ce matin du vendredi et c'était la débandade générale.

En l'espace d'une semaine, voilà deux (02) accidents qui se sont produits dans lesquels les forces de sécurité sont mises en cause. Certainement que pour ce dernier cas aussi, un communiqué officiel sera pondé et prendra le contre-pied de la version recueillie sur les lieux. Il ne serait pas étonnant de s'entendre dire par exemple que l'accident est causé par l'éclatement naturel des pneus du véhicule, la surcharge, l'excès de vitesse, le mauvais virage effectué ou la somnolence du conducteur. Un argument sera forcément trouvé pour disculper les forces de sécurité et prendre le contre-pied des témoignages recueillis. Dans les deux cas, c'est la population qui sera taxée de véhiculer du mensonge sur les corps habillés. Si la version officielle est la vraie, il urge alors de se demander pourquoi la population s'entichet-elle tant à culpabiliser de façon fantaisiste les corps habillés. Toute réflexion approfondie sur cette problématique amènerait à découvrir l'existence d'une crise de confiance entre les deux parties.

Brutalités policières permanentes

Si les relations conflictuelles Armée - Nation ont commencé à se cicatriser, la crise de confiance est revenue au galop avec les brutalités dont font preuve les corps habillés depuis l'ouverture de la contestation liée à l'élection présidentielle. Les hommes en arme se ressource dans une violence systématique à l'encontre des contestataires de la « victoire » de Faure Gnassingbé, assaisonnée de violations des droits de l'Homme.

Tout a commencé avec l'arrestation des militants de l'Union des forces de changement (Ufc) la veille de l'élection, alors que ces derniers se rendaient dans des localités de l'intérieur pour approvisionner les délégués de leur parti dans les bureaux de vote afin qu'ils remplissent à bien leur mission. Ils seront accusés d'atteinte à la sûreté de l'Etat, et comme corps du délit, on brandit des gris-gris et des talismans qu'ils auraient sur eux, et qu'on qualifie d' « objets compromettants ». Ce sont les mêmes accusations fantaisistes qui sont portées contre les quatre (04) membres du Mouvement citoyen pour l'alternance (Mca), sans fondement tangible et depuis lors, Fulbert Attisso, Guillaume Koko, Eric Solewassi et Abobi Yao croupissent en prison. Dans cette folie de coincer les opposants coûte que coûte, deux (02)



responsables de l'Organisation pour bâtir dans l'union un Togo solidaire (Obuts) ont été arrêtés et accusés d'incitation à la violence. Leur seul tort est de détenir un communiqué dûment signé par le chef de leur parti, Gabriel Agbéyomé Kodjo.

Les militants de l'Ufc et du Front républicain pour l'alternance et le changement (Frac) sont confrontés depuis le scrutin à la violence policière. Malgré que la liberté de manifestation soit un droit constitutionnel, des corps habillés sont déversés à leurs trousseaux et ils ne font pas dans la dentelle. Pour un seul gendarme frappé lors de la première tentative de veillée à la bougie le 24 mars dernier, toute la manifestation a été violemment dispersée à coups de gaz lacrymogènes et de matraques, et tout le quartier avait été l'objet d'une expédition punitive. Et pourtant l'agent démasqué avait infiltré secrètement la manifestation et portait une arme, ce qui était dangereux pour la sécurité des manifestants. Mais au bout du compte, c'est la Gendarmerie qui a eu raison !

La seconde tentative de veillée toujours au siège de l'Ufc n'a pas été facilitée. Pour un alibi de présence de fauteurs de trouble venus du Bénin, le siège du parti a été mis à sac et plusieurs arrestations opérées, avec violence sur des manifestants. Dans la foulée on signale des viols et des touchers vaginaux sur des femmes arrêtées. Mais la Gendarmerie est montée au créneau pour nier en bloc et a menacé de porter plainte contre les responsables de l'Ufc. On fait ainsi des victimes des coupables, et les bourreaux eux, sont disculpés.

Mercredi 21 avril 2010, la veillée à la bougie est délocalisée au temple Méthodiste Salem de Hanoukopé, mais la manifestation n'a pu avoir lieu, malgré la parole donnée des autorités compétentes. Les forces de l'ordre déployées ont chargé les manifestants sans autre forme de procès et cela a donné lieu à des échauffourées. Aux gaz lacrymogènes et aux matraques, les jeunes manifestants répliquèrent par des jets de pierres. Un pauvre vendeur de Fan Milk bien identifié qui passait a été battu à mort. Toutes les motos rencontrées sur les lieux ont été ramassées et emportées. Bien que ce soient les éléments déployés qui aient donné le coup d'envoi des échauffourées, un communiqué signé de l'inénarrable ministre de la Sécurité accusera des jeunes venus du quartier Hanoukopé d'avoir commencé à les lapider et promettait des poursuites judiciaires contre ces coupables. Et comme pour joindre l'acte à la parole, tout le quartier a été soumis à une expédition punitive dans la soirée. Des jeunes gens ont été appréhendés et un dossier est monté de toute pièce. Ils sont accusés arbitrairement de groupement de malfaiteurs, de trafic de drogue et autres. La plupart ne comprennent absolument rien à ce qui leur est reproché. On veut tout simplement faire d'eux des boucs émissaires.

Le Frac a du mal à organiser des manifestations à l'intérieur du pays. Toute velléité est systématiquement étouffée et ce sont des Bérêts rouges qui sont déployés pour réprimer. Le confrère de Radio Dawoul qui a passé le communiqué du Frac a été appréhendé, et son patron allé aux nouvelles aussi pris.

A tout ce lot d'événements viennent s'ajouter les accidents de Nyékonakpoè et de Cassablanca dans lesquels les forces de sécurité sont mises en cause. On le voit bien, c'est l'état de nature qui semble revenir au galop. Le Togo devient une jungle où c'est la raison du plus fort, des corps habillés donc qui semble la meilleure. Le « militaire » a tous les droits, même celui de vie et de mort sur le civil. Et même lorsque son intervention est à l'origine de la mort d'autrui, c'est toujours lui qui a raison. Quelles que soient les circonstances, l'homme en arme a toujours raison sur le civil. Cet état des choses ne peut pas favoriser l'amour entre le « militaire » et le civil. Et ainsi au lieu de s'acharner contre les organes de presse qui rapportent des témoignages mettant en cause les corps habillés dans la survenue des accidents, les gouvernants feraient mieux de se poser les vraies questions et s'attaquer à la racine du mal. Ils ne doivent répondre que leurs propres turpitudes.



Accidents de circulation

Sécurité Togo Encore des affrontements à Lomé !



Nuage de fumée suite à une voiture brûlée à Bè, le 9 mars (photo archive :

Olivier/Afriscoop)



(AfriSCOOP Lomé) — L’atmosphère semble de plus en plus tendue à Lomé. Vendredi matin encore, des heurts ont opposé forces de l’ordre et jeunes d’un quartier de la capitale togolaise à coup de projectiles et de gaz lacrymogènes.

Jusqu’à la mi-journée, la circulation est toujours perturbée par une épave de camionnette qui se trouvait étrangement, de travers, sur la chaussée recouverte de charbon de bois. A côté, une station d’essence au hangar sérieusement endommagé, laisse apparaître des traces d’incendies. Quelques véhicules de la police et plusieurs dizaines d’agents sont visibles dans les environs. Des groupes de jeunes se forment et sont aussitôt dispersés par les hommes habillés. Plusieurs palettes de canalisations sont enlevées et traînent également sur la chaussée. Autant de signes qui démontrent de l’ampleur des violences. Tout a commencé aux environs d’une heure du matin. Selon des témoignages recueillis par AfriSCOOP, la camionnette chargée de sacs de charbon serait poursuivie par une patrouille de la police. Elle aurait déraillé et percuté violemment l’installation de la station d’essence. Celle-ci aurait pris feu aussitôt. En entendant l’arrivée, souvent tardive, des sapeurs-pompiers, un autre automobiliste se serait servi de son extincteur pour maîtriser la flamme qui était encore précoce.

Mais, pour manifester leur mécontentement, des jeunes riverains se sont mobilisés et ont traîné le véhicule endommagé de la station jusque sur la chaussée, bloquant ainsi la circulation. Alertée, la police s’est déployée pour son traditionnel « maintien d’ordre » à coup de gaz lacrymogène et de bastonnades. La population a réagi avec des jets de pierre. Plusieurs dizaines de minutes d’affrontement ont suivi, avant que la situation ne tombe sous le contrôle de la police. Pas de blessés graves signalés, ni de personnes interpellées. La camionnette ne sera dégagée que plusieurs heures plus tard permettant à la circulation de retrouver sa fluidité normale, dans l’après-midi. La même situation s’est produite le 15 mai à la suite de la mort d’un conducteur de taxi moto, à Nyékonakpoè (quartier ouest de la capitale). Selon des témoignages, la victime été poursuivie par les forces de l’ordre qui, après l’avoir rattrapé, l’ont poussé. Dans sa chute, le conducteur a violemment heurté le pilier d’un panneau de publicité et rendu l’âme. Dans ce cas également, des jeunes riverains se sont spontanément mobilisés pour affronter la police venue faire le constat. Alors que la version la plus répandue dans la ville accuse des corps habillés d’avoir été à l’origine du drame, les autorités sortent un communiqué dans lequel elles affirment qu’il ne s’agit que d’un « simple accident de circulation ». La police a annoncé d’ailleurs porter plainte contre trois organes de presse togolaise qui ont dénoncé une « bavure ». A Lomé, des affrontements entre jeunes et policiers sont devenus presque quotidiens, une situation révélatrice de la tension palpable dans tout le pays après le scrutin présidentiel du 4 mars dont l’opposition, largement majoritaire dans la capitale, continue de dénoncer la fiabilité